

**Etablissement Public Territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 18 JANVIER 2016

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE DIX-HUIT JANVIER
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°10 – FINANCES – CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA PERCEPTION DES PRODUITS DE LA MEDIATHEQUE
DU BOURGET**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol »,

Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

Vu le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

Vu l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 18 janvier 2016.

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol», de créer une régie de recettes pour la perception des produits de la médiathèque du Bourget.

DÉCIDE

Article 1 A compter du 18 janvier 2016, il est institué une régie de recettes pour la perception des produits de la médiathèque du Bourget.

Article 2 Cette régie est installée au Bourget, 1 allée André Cadot.

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160118-10-18-01
-2016-AU
Date de télétransmission :
20/01/2016

Article 3 La régie encaissera les produits suivants :

- Carte de lecteur perdue : si l'usager perd la carte une fois, une nouvelle carte lui est restituée gratuitement. A la deuxième perte, il lui en coûte la somme de 3 euros, conformément aux tarifs fixés par la délibération de la Communauté de Communes Le Bouget-Drancy le 9 juillet 2009,
- Tout support de prêt perdu ou détérioré : Livres remboursés au prix du neuf chez le fournisseur détenteur du marché ; CD : forfait de 20 euros équivalent au coût moyen des acquisitions faites auprès de nos fournisseurs ; DVD et CD-ROM : forfait de 30 euros équivalent au coût moyen des acquisitions faites auprès de nos fournisseurs ; Périodiques : remboursés au prix du neuf dans les bureaux de presse du territoire national, conformément aux tarifs fixés par la délibération de la Communauté de Communes Le Bouget-Drancy le 9 juillet 2009,
- Dans le cas où, au bout de la procédure de traitement des retards, soit l'envoi de trois lettres de rappel sur trois mois, l'usager n'a pas procédé au remboursement des documents, son dossier est transmis à la Trésorerie municipale et des frais de gestion de 25 euros sont ajoutés, par document, aux frais mentionnés ci-dessus, conformément à la délibération de la Communauté de Communes Le Bouget-Drancy le 9 juillet 2009.

Article 4 Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- Chèques.

Elles seront perçues contre remise à l'usager d'un récépissé.

Article 5 Le montant total de la régie est de 458 euros mensuels.

Article 6 Le montant maximum mensuel de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 458 euros.

Article 7 Un fond de caisse d'un montant de 15 euros est mis à la disposition du régisseur.

Article 8 Le régisseur et ses mandataires suppléants seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 9 Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois tous les mois.

Article 10 Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes, tous les mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année, lors de sa cessation de fonctions ou de son remplacement par le mandataire suppléant.

Article 11 Le régisseur ne sera pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 12 Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 14 Ampliation de la présente décision sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».

Article 15 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme

Le Président

Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160118-10-18-01
-2016-AU
Date de télétransmission :
20/01/2016